

## Edito | Ford à Blanquefort: Plus qu'une usine, une part du patrimoine industriel aquitain

La mobilisation des élus, toutes familles confondues, pour tenter de sauver Ford Aquitaine Industrie à Blanquefort, la volonté d'implication personnelle du président de la Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux, ne s'expliquent pas seulement, même si elle en est la cause principale, par la volonté d'éviter la suppression de quelques 900 emplois. Elle témoigne, pour une entreprise qui en a compté jusqu'à 4.000, sans compter ceux qui émanaient de la sous-traitance, de son appartenance au patrimoine industriel de l'agglomération bordelaise et, plus largement de l'Aquitaine.

Faut-il rappeler, mais peu le font - nous en fûmes témoin - que l'implantation de Ford en Gironde a représenté un temps fort des décentralisations auxquelles un certain Jacques Chaban-Delmas, jouant de son assise nationale, avait pris une part décisive? Souvenons-nous de cette extraordinaire élection législative partielle de septembre 1970 où Jean-Jacques Servan Schreiber était venu défier le premier ministre dans ce qui fut alors considéré comme "la bataille de Bordeaux". Au coeur de cette campagne, gagnée haut la main par Chaban, figurait le projet d'une usine... Ford. S'implanterait-elle en Lorraine dans une région au fort potentiel industriel ou oserait-elle venir à Bordeaux dans une Gironde, hormis l'aéronautique et les industries de la Défense, sans tradition industrielle? A Blanquefort allait naître à la production, en 1973, l'une des usines les plus performantes de Ford dont le personnel allait démontrer sa compétence et son haut degré de qualification, reconnu et vanté par l'état major européen de la firme. Il faut donc comprendre que Ford, plus qu'une usine qui fabrique encore des boîtes de vitesse, est un phare de l'économie locale et régionale, qu'elle appartient, au-delà de ses actionnaires, au patrimoine économique d'ici. Et que si les collectivités n'ont cessé, toutes ces années, de mettre de l'argent pour encourager Ford à faire plus que de se maintenir à Blanquefort, c'est qu'elles ne vont pas consentir à une fermeture pure et simple, à l'abandon d'un savoir faire de haut niveau.

Voilà en tout cas qui crée la forte obligation au gouvernement, premier ministre et ministre de l'Economie d'abord, de peser pour que l'avenir du site fasse plus que survivre au départ, qui semble quasi inéluctable, d'un major de l'industrie automobile qui porte, aussi, les couleurs d'un pays, les Etats-Unis, gagné par la tentation du protectionnisme.



Joël Aubert

*Credit Photo :*  
*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 04/03/2018*  
*[Url de cet article](#)*